

## VI - Les principaux agrégats

---

En 1987, la demande intérieure se stabiliserait, et sa contribution au PIB se réduirait de 1,5 point, passant de 3,4 points en 1986 à 1,9 en 1987. Cette réduction proviendrait de la consommation des ménages, la contribution de la FBCF étant similaire en 1986 et 1987. Le freinage de la consommation pèserait sur la croissance du produit intérieur brut qui serait cette année de 1,3 %.

Le mouvement de dégradation du solde manufacturier pourrait prendre fin sur la seconde partie de l'année : les carnets étrangers mieux orientés, et une demande mondiale plus soutenue conduiraient à des exportations plus vives. Les importations par contre pourraient se réduire, du fait de la fin du mouvement de stockage observé au premier semestre. Les termes de l'échange seront par contre moins favorables cette année qu'en 1986.

Au total, le solde manufacturier serait en 1987 de 9 Mds de F soit 26 Mds de moins qu'en 1986. L'excédent agro-

alimentaire se contracterait de 4 Mds de F, pour se situer à 23 Mds. La facture énergétique diminuerait de 6 Mds de F, du fait de la réduction du prix du gaz importé (le prix en francs du pétrole étant supposé stable entre 1986 et 1987). La balance commerciale FAB-FAB serait déficitaire de 25 Mds de F.

Les prévisions de chômage retenues dans la note de mai, ne tenaient pas compte des mesures spécifiques récemment adoptées pour contenir la montée du chômage (il s'agit essentiellement de stages de formation pour les chômeurs de longue durée). L'intégration d'hypothèses sur les effets de ces mesures conduit à modifier les prévisions en matière de chômage pour la fin 1987. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) augmenterait de 110.000 entre le début et la fin de l'année. Les DEFM seraient fin 1987 un peu inférieures à 2,7 millions, et le taux de chômage atteindrait alors 11,2 %.

---

### 1 - L'équilibre ressources-emplois de biens et services marchands

La croissance du produit intérieur brut marchand serait en 1987 de 1,3 % dont 0,8 point sont acquis à la fin de 1986. Le premier semestre serait marqué par une forte croissance des importations après leur repli du second semestre 1986, et une formation de stocks importante (21 milliards). Cette dernière porterait principalement sur les produits manufacturés, mais aussi sur les produits agro-alimentaires (respectivement 15 et 8,9 milliards sur le premier semestre).

Au second semestre, le solde extérieur retrouverait une contribution positive à la croissance, les importations reflueraient tandis que les exportations augmenteraient. La formation de stocks (3 milliards) serait inférieure à celle du premier semestre .

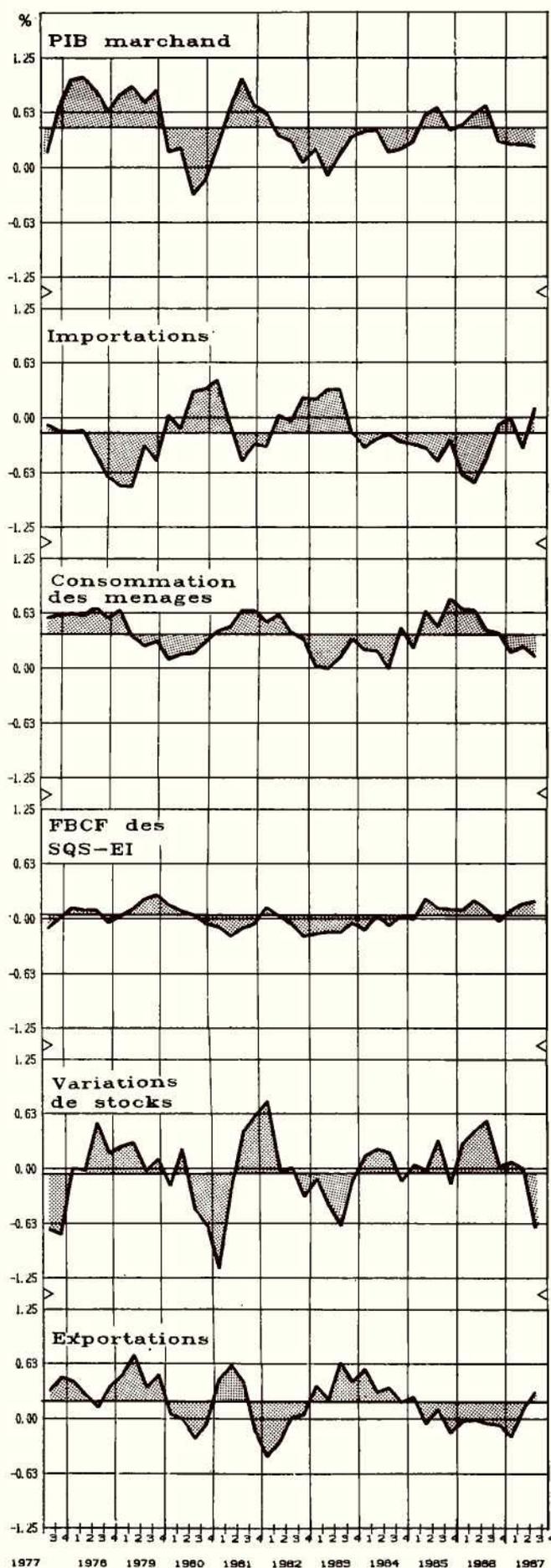
**Contributions des emplois  
à la croissance de 1977 à 1987**

Sont représentés sur ce graphique le taux de croissance trimestriel du produit intérieur brut marchand, et la contribution de chaque emploi du produit intérieur brut à sa croissance. Pour améliorer la lisibilité du graphique, les données trimestrielles ont été au préalable lissées sur trois trimestres.

Pour chacune des courbes, le trait plein horizontal représente le niveau de la moyenne empirique, calculée sur la période 1977-1987, du taux de croissance (respectivement de la contribution) du produit intérieur brut marchand (respectivement de chaque emploi à la croissance du produit intérieur brut).

Les écarts entre la courbe et le trait plein horizontal représentent les fluctuations d'une grandeur autour de sa moyenne, donnant ainsi une photographie des fluctuations économiques. Les échelles de chaque courbe sont les mêmes.

Variations de stocks, importations et produit intérieur brut marchand montrent des fluctuations en phase. La consommation des ménages oscille avec des successions de deux années fortes suivies de deux années faibles. La FBCF a depuis 1985 une contribution positive à la croissance, au contraire des années 1982-1984. La contribution des exportations présente une évolution qui lui est propre avec sur la période récente des valeurs nettement inférieures à la moyenne 1977-1987.



Contributions des branches à la formation du PIB en points						
						(%)
1981	1982	1983	Contribution de :	1985	1986	1987
-0,1	1,2	-0,6	(9) Agriculture et IAA	0,1	0,0	0,2
0,5	-0,1	0,5	(5) Energie	0,0	0,2	0,1
-0,4	0,0	0,3	(21) Produits manufacturés	-0,2	-0,1	-0,1
0,0	0,0	-0,2	(7) BTP	-0,1	0,0	0,2
1,0	1,0	0,6	(48) Services	1,4	1,8	0,7
0,0	0,3	-0,1	(10) TVA et droits de douane	0,2	0,3	0,2
1,0	2,4	1,5	(100) Croissance du PIB marchand	1,4	2,2	1,3

La valeur ajoutée de la branche des produits manufacturés apporte une contribution à la croissance identique en 1986 et 1987. Le freinage du PIB est donc le fait de la branche des services. En 1986, les services ont une contribution à la croissance nettement plus forte qu'en 1982 : la reprise de la consommation des ménages avait eu cette année là en effet une plus forte composante manufacturée.

A un degré moindre qu'en 1983, l'année 1987 sera marquée par un net freinage de la demande interne dont la contribution au PIB se réduit de 1,5 point passant de 3,4 points en 1986 à 1,9 en 1987. Cette réduction est le fait de la consommation des ménages, alors que la FBCF a une contribution à la croissance similaire les deux années. La contribution du solde extérieur est moins défavorable en 1987 qu'en 1986, et devient même positive au second semestre. Si la formation de stocks reste importante en niveau en 1987, sa contribution au PIB est pratiquement nulle au contraire de celle de 1986, qui était elle-même nettement plus faible qu'en 1982.

Emplois de la production en termes de contribution à la croissance du PIB en points (%)						
1981	1982	1983	CONTRIBUTIONS DE :	1985	1986	1987
1,5	-1,1	1,6	Solde extérieur	-0,6	-2,0	-0,7
0,9	-0,4	0,9	dont : exportations	0,6	-0,2	0,1
0,6	-0,7	0,7	importations	-1,2	-1,8	-0,8
1,3	2,2	-0,1	Demande intérieure hors stocks	2,1	3,4	1,9
1,8	2,6	0,7	dont : consommation totale	1,9	2,7	1,3
-0,5	-0,4	-0,9	FBCF totale	0,3	0,7	0,6
-1,7	1,2	-1,0	Accroissement du stockage	-0,1	0,8	0,1
1,0	2,4	0,5	PIB marchand	1,4	2,2	1,3

## 2 - Le solde extérieur

### a. La facture énergétique

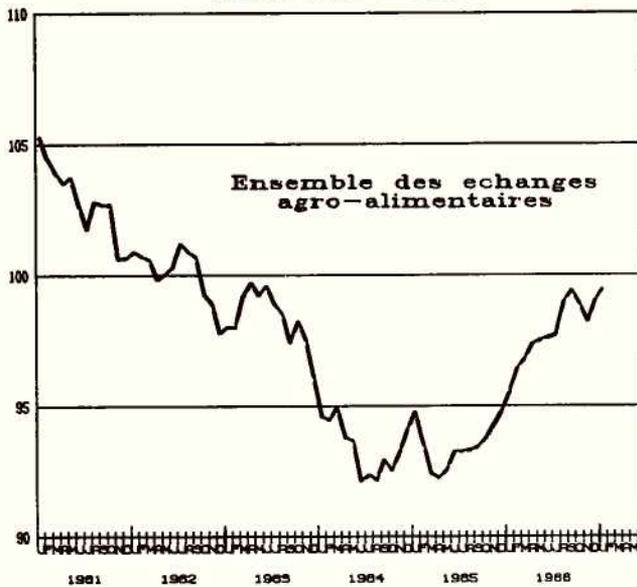
La facture énergétique baisserait de 6 Mds de F environ en 1987 pour se situer à 84 Mds de F. Le prix du pétrole en francs, étant supposé constant entre 1986 et 1987, (la hausse du prix du baril en dollar (17,5 après 15,2) est compensée par la dévaluation du dollar (6,93 F en 1986, 6,03 F en 1987)), cette réduction proviendra pour l'essentiel de la baisse du prix du gaz. Les contrats pratiqués par Gaz de France, comportent en effet des indexations retardées du prix du gaz importé sur le prix du pétrole. La réduction des cours du pétrole de l'an passé jouera donc cette année sur le prix du gaz. La facture pétrolière sera malgré la stabilité des prix du brut légèrement alourdie. La levée des mesures relatives aux contraintes d'approvisionnement en raffiné, favorise en effet les importations de produits du raffinage, dont le poids dans nos importations pétrolières devrait augmenter cette année.

Facture énergétique (CVS)										
1986					1987					
86.1	86.2	86.3	86.4		87.1	87.2	87.3	87.4		
22,5	16,6	13,4	11,7	64,2	Pétrolière (Mds F)	18,2	16,9	16,4	16,5	68,0
6,8	5,6	5,8	5,1	23,4	Gazière (Mds F)	3,0	3,7	4,7	5,6	17,0
29,8	24,4	19,4	16,1	89,8	Totale (y c. charbon et électricité) (Mds F)	19,7	21,0	21,2	22,1	84
Prix										
7,21	7,15	6,78	6,59	6,93	Cours du dollar en francs	6,13	6	6	6	6,03
24,1	13,4	11,4	13,7	15,2	Prix du brut importé : \$/baril	17,3	18,0	17,5	17,5	17,5
1304	1181	951	695	1059	Prix de la TEP de gaz importé	615	660	750	780	700
Volumes (10 <sup>6</sup> TEP)										
19,3	21,6	22,0	17,1	30	Importations nettes de pétrole brut et raffiné	22,8	19,6	19,6	20,0	32
5,2	4,8	6,1	6,7	22,8	Importations de gaz	4,9	5,5	6,3	7,2	24

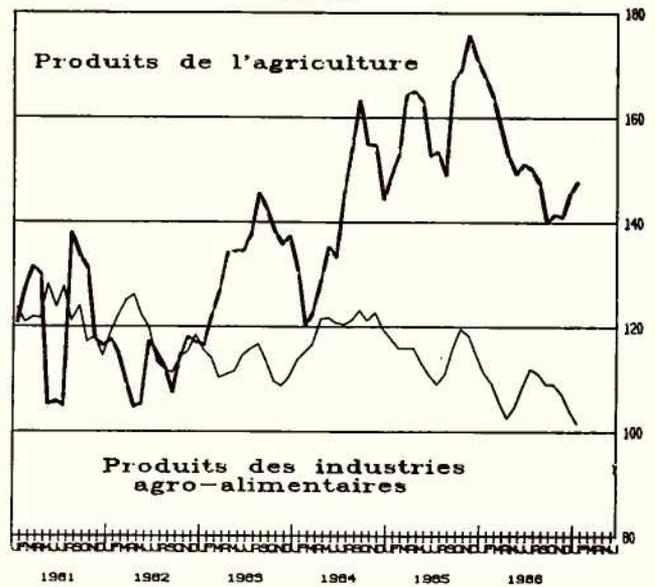
### b. Les échanges agro-alimentaires

Après deux années (1984-1985) où il s'était situé à de hauts niveaux, le taux de couverture en volume des échanges de produits agricoles et agro-alimentaires est orienté à la baisse depuis la mi 1985. Il retrouve en 1986 un niveau proche de celui de 1980 (120 %). Ce mouvement n'est pas homogène selon les produits et les zones (CEE d'une part, "pays tiers" de l'autre). Concernant les produits agricoles la baisse du taux de couverture touche nos échanges vis-à-vis des deux zones. Pour les produits des industries agro-alimentaires par contre, la baisse du taux de couverture vis-à-vis des pays tiers apparaît plus nette que vis-à-vis de la CEE, où la dégradation de 1986 reste modérée. La dégradation de nos échanges en volume a été en partie compensée par des gains de termes de l'échange, qui débutent avec la baisse du dollar à partir de mars 1985. Le solde agro-alimentaire s'est toutefois réduit de 5 Mds de F l'an passé par rapport à 1985.

**Termes de l'échange**  
(Indice 1980 = 100)

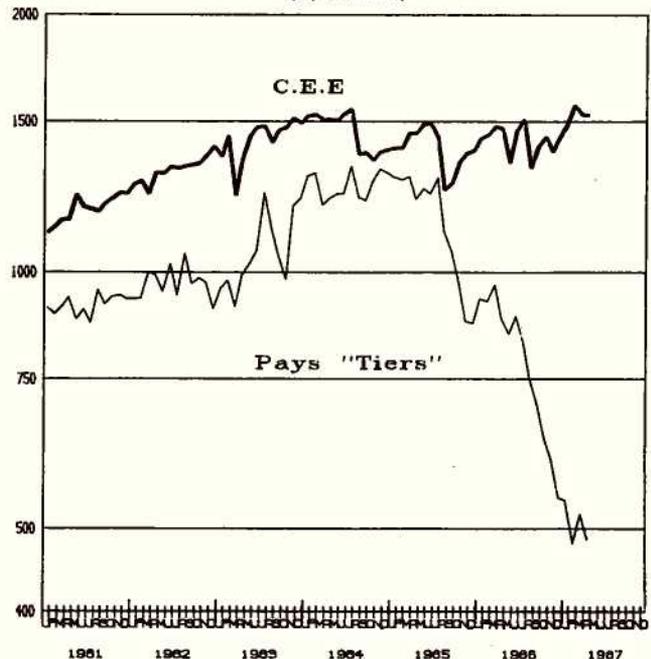


**Taux de couverture en volume**  
(en %)



En 1987, les bons rendements attendus, et un bas niveau des stocks d'intervention pourraient soutenir nos exportations de céréales vers la CEE et les pays tiers. Le marché mondial des céréales pourrait en effet être bien orienté en 1987, notamment du fait de moins bonnes récoltes en URSS et au Canada. Cette dégradation de l'offre de céréales au niveau mondial permettrait de soutenir les cours, qui avaient fortement baissé l'an passé. Nos échanges de produits des industries agro-alimentaires continueraient à se dégrader légèrement vers la CEE mais pourraient légèrement s'améliorer vers les pays tiers, du fait de la poursuite de l'amélioration des termes de l'échange. Au total l'excédent des échanges agro-alimentaires pourrait atteindre 23 Mds de F, soit 4 Mds de F de moins qu'en 1986.

**Prix des exportations de ble selon la destination**  
(F/Tonne)



### c. Le solde manufacturier

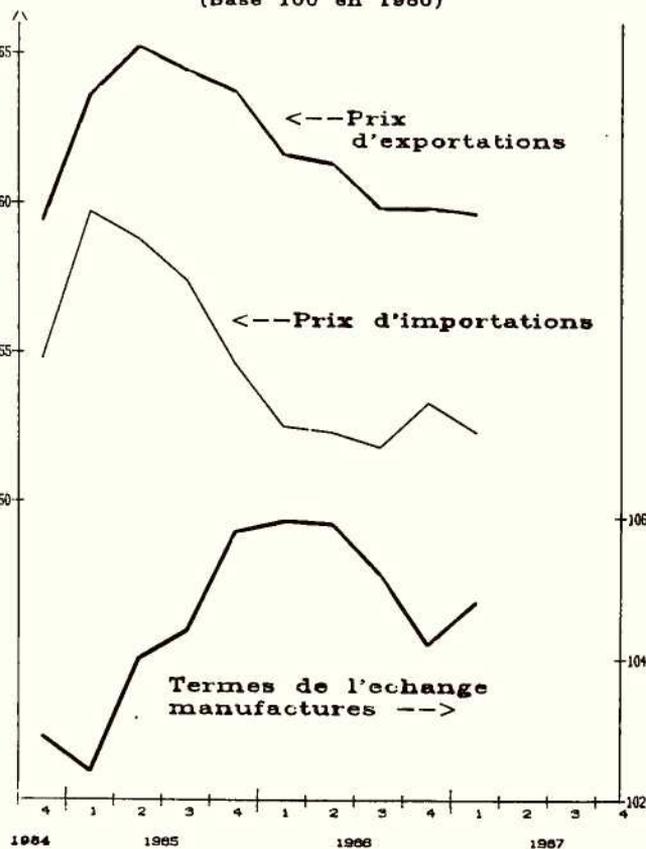
La légère amélioration du solde manufacturier sur la fin de l'année 1986 ne s'est pas prolongée début 1987. Il s'est en effet dégradé de nouveau au premier trimestre et devient même négatif sur les trois derniers mois connus atteignant en mai - 3,6 Mds de F. Une partie de cette dégradation provient d'une réduction du solde militaire qui début 1987 se situe en dessous de sa valeur moyenne de 1986 : sur les cinq premiers mois de l'année l'excédent militaire s'élève à 2 Mds de F en moyenne par mois contre près de 3 Mds de F en moyenne sur 1986. Mais le solde civil se dégrade également entre le quatrième trimestre 1986 et le début du second trimestre 1987. On espérait fin 1986, que le décalage conjoncturel qui avait pesé tout le long de l'année passée sur les échanges français allait s'inverser, mettant fin au mouvement de dégradation du solde industriel. En fait les premières estimations de demande mondiale pour le premier trimestre 1987, indiquent une baisse de celle-ci, de sorte que le décalage de conjoncture ne s'est pas inversé. De plus (voir supra "les importations de produits manufacturés" chapitre V) différents facteurs ont pesé sur le partage de l'offre et le maintien d'une croissance des importations, malgré une demande interne qui s'essoufle depuis six mois.

La poursuite du ralentissement de la demande interne dans un contexte international marqué par une croissance qui serait un peu plus rapide au second semestre, jouera de façon positive sur le solde industriel. L'évolution des termes de l'échange de produits manufacturés sera cependant en 1987 moins favorable que par le passé.

#### Evolution des prix du commerce extérieur de produits manufacturés

(Base 100 en 1980)

Avec la dévaluation du dollar, et la réduction de l'inflation mondiale, les prix des échanges internationaux ont été marqués en 1986 par un vif mouvement de désinflation. Mais les exportateurs français ont réagi avec retard à cette situation nouvelle. Les travaux économétriques sur les prix d'exportation font notamment apparaître un écart négatif persistant entre l'évolution simulée et les valeurs observées de nos prix d'exportation. Depuis la mi 1986, un mouvement de rattrapage semble à l'oeuvre, les prix d'exportation ont retrouvé des niveaux en accord avec la simulation. Ce délai d'ajustement n'apparaît pas du côté des prix d'importation, qui ont évolué en accord avec l'enseignement des équations économétriques. Le mouvement de rattrapage conduit donc depuis près d'un an à une détérioration des termes de l'échange manufacturier. Du fait des phénomènes d'acquis les termes de l'échange auront cependant continué à s'apprécier en moyenne annuelle l'an passé de 0,7 % 1/.

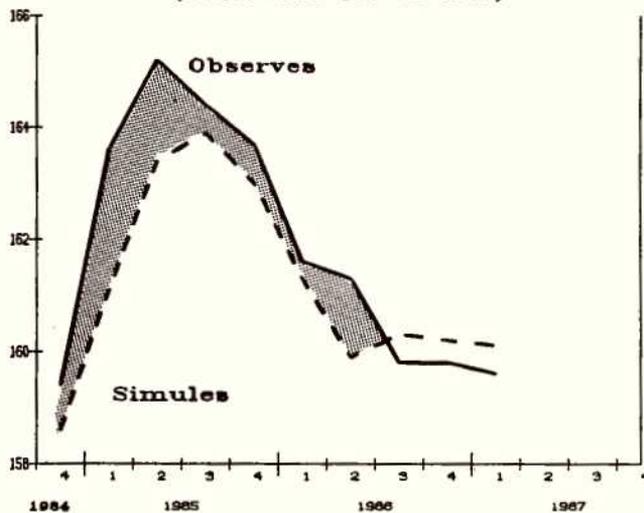


Source : INSEE-Comptes trimestriels

1/ soit un peu plus qu'indiqué dans les notes précédentes qui reposaient sur des chiffres en ancienne base.

Evolution des prix des échanges de produits manufacturés										
					(en %)					
1986					1987					
86.1	86.2	86.3	86.4	M A	87.1	87.2	87.3	87.4	M A	
-1,3	-0,2	-0,3	0,9	-3,2	Prix des importations	-0,6	0,1	0,1	0,2	0,1
-1,3	-0,2	-0,9	0,0	-2,2	Prix des exportations	-0,1	0,2	0,4	0,4	-0,1
0,0	0,0	-0,6	-0,9	1,0	Termes de l'échange	0,5	0,1	0,3	0,2	-0,2

**Prix d'exportation des produits manufacturés**  
(Indice base 100 en 1980)



En 1987, même si nos prix d'exportation augmentent plus rapidement en glissement que le prix de nos importations, les termes de l'échange du fait de l'acquis négatif en fin d'année seront stables en moyenne annuelle.

Même si la demande interne de produits manufacturés marque un temps d'arrêt cette année, elle reste cependant à son niveau élevé de 1986 ; l'accélération de la demande mondiale sur la fin de l'année permettra ainsi tout au plus de retrouver en fin d'année des niveaux du solde industriel comparables à ceux observés en moyenne l'an passé (+ 3Mds de F par mois) bien inférieurs donc aux soldes industriels mensuels moyens de 1985 (7,4 Mds de F) ou de 1984 (8,6 Mds de F).

Sur l'année le solde manufacturier atteindrait 9 Mds de F soit 27 Mds de F de moins que l'an passé. Pour l'ensemble des biens, le déficit commercial FAB-FAB serait de l'ordre de - 25 Mds de F.

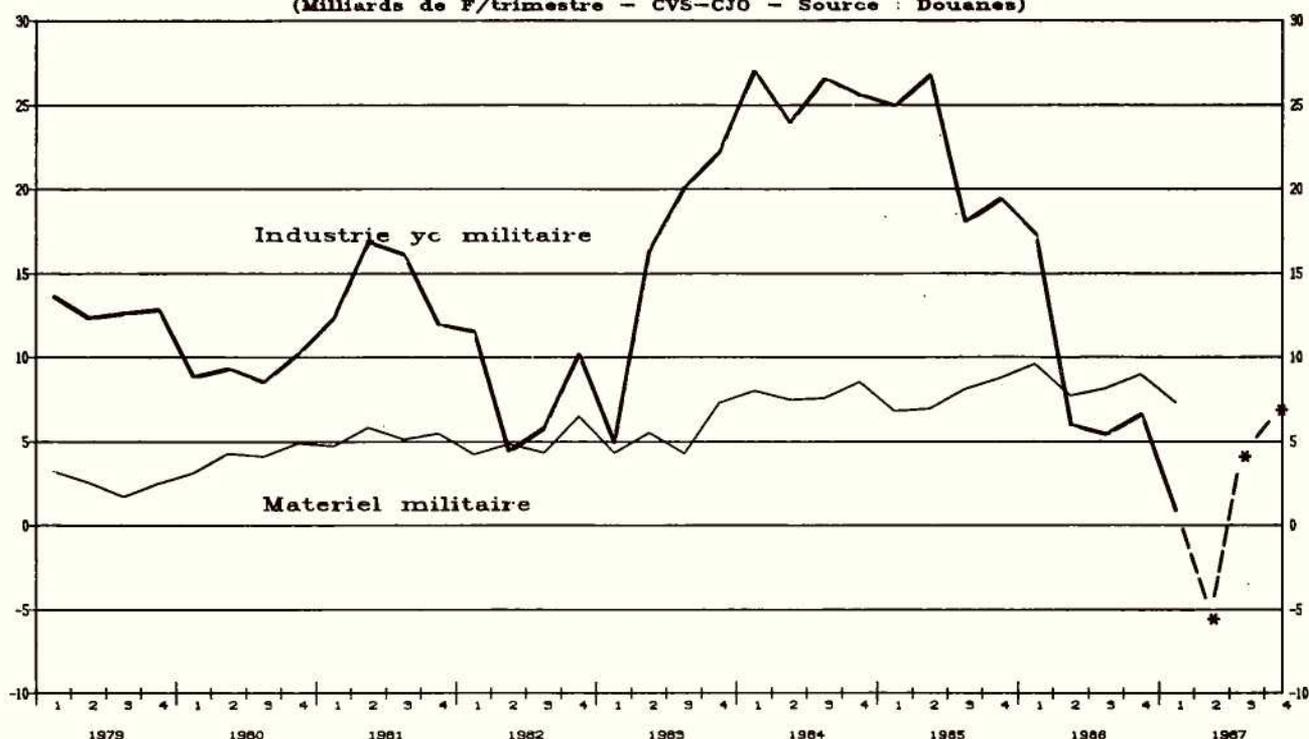
Le solde global des échanges de marchandises										
					(Milliards de F/mois CVS)					
1986					1987					
86.1	86.2	86.3	86.4	Total	87.1	87.2	87.3	87.4	Total	
2,8	1,9	2,4	1,8	27	Agriculture et agro-alimentaire	1,9	2,1	1,7	2,0	23
-9,9	-2,1	-6,5	-5,4	-90	Energie	-6,6	-7,0	-7,0	-7,4	-84
5,8	1,9	1,8	2,2	35	Produits manufacturés	0,3	-1,7	1,6	2,7	9
-1,4	-4,3	-2,2	-1,4	-28	Ensemble CAF/CAB (y compris écart de CVS)	-4,4	-6,6	-3,7	-2,7	-52
0,9	-1,9	0,0	0,9	-0,5	Ensemble FAB/FAB (y compris écart de CVS)	-2,1	-4,3	-1,4	-0,4	-25

Source : Douanes

Coefficient de passage CAF-FAB : 96,9 pour 1986 et 1987

## Solde des échanges de produits manufacturés

(Milliards de F/trimestre - CVS-CJO - Source : Douanes)



### d. La balance des paiements

L'excédent des invisibles serait cette année à un niveau voisin de celui de l'an passé (soit 41 Mds de F) : la réduction de l'excédent du poste voyages, qui pourrait diminuer de 3 Mds de F sera compensée par une contraction du même ordre du déficit du poste "revenus", reflétant l'incidence du désendettement de la France.

Compte tenu des corrections statistiques imputables au passage douanes-balance des paiements, le solde des transactions courantes serait à l'équilibre en 1987, après un excédent de 23,6 Mds de F l'an passé.

## 3 - Le chômage

### Les cinq premiers mois de l'année

Après avoir vivement progressé de fin novembre 1986 à fin mars 1987 (plus de 30.000 par mois), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) a diminué de 17.000 en avril, et est resté stable en mai (+ 2000). La croissance du chômage entre la fin novembre 1986 et la fin mars 1987 est donc apparue plus vive que prévu, alors que le retournement d'avril s'interprète assez difficilement.

La plus forte progression du chômage sur la fin 1986 et le premier trimestre 1987 tient entre autres à deux raisons. D'une part, des entrées en stages qui avaient conduit environ 50.000 chômeurs de longue durée à sortir de l'ANPE entre septembre et décembre 1986, impliquent un nombre important de réinscriptions (20.000 à 30.000 personnes) à l'Agence au cours du premier trimestre 1987.

D'autre part on observe depuis l'été 1986, un surcroît de licenciements économiques, (lié en grande partie à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement préalable) qui a contribué à la croissance du chômage au cours de la période comme le montre la progression des entrées à l'ANPE pour ce motif : + 20 % de décembre 1986 à mars 1987, par rapport à la période allant de décembre 1985 à mars 1986, alors que dans le même temps l'ensemble des entrées n'augmentait que de 8 %. Le phénomène a eu des répercussions plus marquées qu'auparavant sur le chômage des plus âgés dans la mesure où depuis un an environ, la part des départs en préretraite dans le cadre de conventions FNE, à la suite de tels licenciements se réduit : en contrepartie les entrées en chômage indemnisé s'accroissent plus rapidement. Toutefois, le nombre d'entrées à l'ANPE, suite à un licenciement économique a ralenti en avril et mai, revenant à des niveaux analogues à ceux des mêmes mois de 1986.

La diminution des demandeurs d'emploi en avril pourrait provenir d'aspects plus techniques que conjoncturels. Au cours de ce mois on observe en effet une diminution des entrées à l'Agence inférieures de 8 % à celles des quatre mois précédents et une progression des sorties (en hausse de 10 %). Parmi les motifs de sortie on observe un niveau plus élevé qu'un an auparavant des reprises d'activité, mais également des entrées en stage ce qui s'observait également les mois précédents. Par contre, phénomène nouveau en avril, la diminution des entrées s'observe pour l'ensemble des motifs, ce qui demeure difficile à interpréter. Il ne semble pas en effet que le rattrapage de ces inscriptions se soit effectué en mai. Ce dernier mois se caractérise par une quasi-stabilité du chômage de toutes les catégories, par un volume d'entrées analogue à ceux de trois premiers mois de l'année, et par un nombre de sorties très élevé gonflé par des entrées en stage de chômeurs longue durée. Au total, abstraction faite de l'évolution encore mal comprise du mois d'avril, le chômage qui s'était stabilisé aux environs de 2,55 millions d'août à novembre 1986 a repris sa progression depuis décembre 1986.

La période de stabilisation du chômage à la mi 1986 correspond en fait à une baisse du chômage des jeunes grâce au plan d'urgence adopté au printemps 1986, tandis que le chômage des adultes continuait à progresser. Depuis la fin 1986, les effets du plan pour l'emploi des jeunes se sont atténués, ils ont conduit cependant à une stabilisation du chômage des jeunes gens aux environs de 18 %. Le taux de chômage des jeunes femmes est passé de 28,6 % en août à 27 % fin janvier 1987 pour remonter ensuite. Le taux de chômage des hommes de 25 à 49 ans a continué de progresser régulièrement, moins rapidement toutefois que celui des femmes de la même tranche d'âge. Enfin les taux de chômage des personnes de plus de 50 ans ont augmenté de un point de l'été 1986 au printemps 1987. Au total la reprise du chômage depuis l'automne 1986 a donc surtout pénalisé les femmes de 25 à 49 ans et les personnes de plus de 50 ans.

### Les perspectives pour la fin 1987

L'évolution de l'offre de travail devrait continuer à peser de manière défavorable en 1987 sur l'évolution du chômage. Si on prend en compte les facteurs démographiques et les comportements tendanciels d'offre de travail, la population active disponible augmenterait de près de 190.000 personnes en 1987 1/.

Compte tenu d'une diminution du nombre d'emplois de 100.000 environ, et de la prise en compte des phénomènes de flexion des taux d'activité, qui modulent les prévisions d'offre de travail par rapport aux projections tendanciennes, le nombre de demandeurs d'emploi augmenterait d'un peu plus de 200.000 entre le début et la fin de l'année. Cette prévision légèrement inférieure à celle de la note de conjoncture de mai, ne tient cependant pas compte de mesures nouvelles visant à contenir la montée du chômage.

---

1/ On pourra se reporter à "Projection de population active disponible, 1985-2010", Collections de l'INSEE D n° 118, mai 1987.

Un certain nombre de mesures spécifiques auront en 1987 un effet significatif sur l'évolution des DEFM et notamment sur les chômeurs de longue durée : il s'agit essentiellement de stages de formation de quelques mois (en moyenne 3 à 4 mois) prenant la forme de "stages modulaires" mis en place dès le deuxième semestre 1985, de "stages de mise à niveau", d'actions spécifiques en faveur des jeunes, de stages financés par le FNE ou enfin de stages de réinsertion en alternance (mesure nouvelle). Leur effet est dans un premier temps celui d'une diminution équivalente du nombre de DEFM, suivi, à la fin du stage, d'un retour fréquent à l'ANPE. Le financement de près de 270.000 stages pour chômeurs de longue durée a été prévu en 1987. D'autre part, est programmé un nombre très important (500.000 sur l'année) d'entretiens menés par l'ANPE avec des demandeurs d'emploi de plus d'un an d'ancienneté ; ces entretiens sont suivis dans un certain nombre de cas de placements, de mises en formation, d'abandons de recherche, voire de radiations automatiques en cas de non-réponse à la convocation. Signalons enfin les dispenses de recherche d'emploi accordées maintenant aux demandeurs d'emploi âgés et non indemnisés, mesure qui n'aurait que des effets limités sur le nombre de DEFM.

On fait l'hypothèse quelque peu conventionnelle d'un nombre d'entrées en "stage CLD" de 100.000 au cours des 3 ou 4 derniers mois de 1987 2/, en tenant compte d'une part des objectifs annoncés, d'autre part des possibilités d'accueil de la part du système de formation. On a supposé de plus, sans aucun élément précis d'information, que les entretiens individuels et les dispenses de recherche d'emploi se traduiraient au cours de l'année par une diminution de 30.000 du nombre de DEFM, sans recompter bien sûr dans cette estimation les entrées en stage à l'issue des entretiens.

Les effets de ces mesures et la prise en compte des retours sur le marché du travail du début de l'année 1987 à la suite des stages de la fin de l'année 1986 (20.000-30.000) réduiraient alors le nombre de demandeurs d'emploi de 100.000 environ. Les DEFM augmenteraient ainsi de + 110.000 en 1987, pour être légèrement inférieures à 2.700.000 en données CVS sur la fin de l'année, ce qui correspond à un taux de chômage de 11,2 %.

---

2/ Correspondant donc à un nombre équivalent de stagiaires en fin d'année. Les 100 à 150.000 chômeurs de longue durée ayant bénéficié de stages plus tôt au cours de l'année 1987, en seront pour la plupart sortis avant la fin de l'année et seront donc pour une part réinscrits à l'ANPE.

**Impression d'après documents fournis  
IMPRIMERIE NATIONALE  
7 677 293 P**

**DANS LES  
COLLECTIONS  
DE L'INSEE**

**SERIE C**

**COMPTES ET PLANIFICATION**

# **RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1986**

## **nouvelle présentation**

**LES  
COLLECTIONS  
DE L'INSEE**  
**SERIE C**  
**COMPTES  
ET PLANIFICATION**  
**N° 142-143**

**230F**

**Tome 1**

**LE RAPPORT :**

Document de synthèse sur la situation économique en 1986, telle que permettent de l'apprécier les comptes nationaux.

**Tome 2**

**COMPTES ET INDICATEURS ÉCONOMIQUES :**

Document de base regroupant par thème :

- ▶ les comptes nationaux
- ▶ les indicateurs macroéconomiques essentiels
- ▶ les tableaux de synthèse (tableaux économiques d'ensemble, tableaux d'opérations financières, tableaux d'entrées sorties)
- ▶ les notes méthodologiques et lexiques.

Les comptes nationaux sont présentés en base 1980. Cette nouvelle base conduit à une révision de données de longue période. Séries disponibles : 1977-1986.

**insee**

Institut National de la Statistique  
et des Études Économiques

**BON DE COMMANDE** à retourner au

CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Veuillez m'adresser \_\_\_\_\_  
exemplaire(s) de

**"RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1986"**

paru dans les collections de

Nom ou raison sociale: \_\_\_\_\_

Activité: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ci-joint en règlement, la somme

chèque postal, à l'ordre

**INSEE-BIBC**



30000089055

mandat



D 77

# INFORMATION, CONSULTATION, VENTE :

## OBSERVATOIRES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE L'INSEE

**AJACCIO** (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :  
1, résidence du Parc Belvédère, BP 306 - 20176 AJACCIO CEDEX. - Tél. : 95.21.25.80.

**AMIENS** (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :  
2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 AMIENS CEDEX. - Tél. : indices courants 22.91.91.91; autres informations 22.91.39.39.

**BESANÇON** (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) :  
Immeuble "Le Major", 83, rue de Dole, 25042 BESANÇON CEDEX. - Tél. : indices courants 81.52.03.33; autres informations 81.52.42.20.

**BORDEAUX** (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :  
33, rue Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX. - Tél. : indices courants 56.91.84.90; autres informations 56.91.89.90.

**CAEN** (BASSE NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) :  
93-95, rue de Geôle, 14037 CAEN CEDEX. - Tél. : 31.85.35.70.

**CLERMONT-FERRAND** (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) :  
3, place Charles de Gaulle 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. - Tél. : indices courants 73.36.79.90; autres informations 73.36.03.50.

**DIJON** (BOURGOGNE : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :  
Immeuble "Mercure", 13 avenue Albert 1<sup>er</sup>, 21035 DIJON CEDEX. - Tél. : indices courants 80.45.28.34; autres informations 80.43.31.45.

**LILLE** (NORD - PAS-DE-CALAIS : Nord, Pas-de-Calais) :  
12, boulevard Vauban, 59800 LILLE. - Tél. : 20.30.89.87.

**LIMOGES** (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) :  
50, avenue Garibaldi, BP 1553, 87031 LIMOGES CEDEX. - Tél. : Principaux indices : 55.32.90.03; autres informations : 55.79.26.25.

**LYON** (RHÔNE ALPES : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie) :  
165, rue Garibaldi, BP 3196, 69041 LYON CEDEX 3. - Tél. : indices courants 78.63.22.01; autres informations 78.63.22.02, 03.

**MARSEILLE** (PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) :  
17, rue Menpent, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale), 37-39, bd Vincent-Delpuech, 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs) - Tél. : indices courants 91.78.01.95; autres informations 91.83.00.22.

**MONTPELLIER** (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :  
274, allée Henri-II-de-Montmorency, "Le Polygone", 34064 MONTPELLIER CEDEX. - Tél. : indices courants 67.64.64.53; autres informations 67.64.31.95.

**NANCY** (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) :  
15, rue du Général-Hulot, 54029 NANCY CEDEX. - Tél. : indices courants : 83.27.21.21; autres informations : 83.27.03.27.

**NANTES** (PAYS DE LA LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) :  
5, boulevard Louis-Barthou, 44037 NANTES CEDEX. - Tél. : indices courants 40.89.36.20; autres informations 40.89.36.02.

**ORLÉANS** (CENTRE : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) :  
43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 ORLÉANS CEDEX. - Tél. : indices courants 36.68.18.28; autres informations 38.54.54.65.

**PARIS** (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) :  
OEP, Tour "Gamma A", 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12. - Tél. : indices courants (1) 43.45.70.75; réévaluation et indexation (1) 43.45.72.31; autres informations (1) 43.45.73.74.

**POITIERS** (POITOU-CHARENTES : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne) :  
3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS. - Tél. : indices courants 49.68.38.70; autres informations 49.88.38.71.

**REIMS** (CHAMPAGNE-ARDENNE : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne) :  
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX. - Tél. : 26.88.24.12.

**RENNES** (BRETAGNE : Côte-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) :  
Immeuble "Le Colbert", 36, place du Colombier, BP 17, 35031 RENNES CEDEX. - Tél. : indices 99.35.15.00; autres informations : 99.30.91.90.

**ROUEN** (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :  
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX. - Tél. : indices courants 35.98.41.10; autres informations : 35.98.43.50.

**SAINT-DENIS** (RÉUNION) :  
rue de l'École, 97490 SAINTE-CLOTILDE. - Tél. : 19.262.29.51.57.

**STRASBOURG** (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :  
14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX. - Tél. : indices courants 88.22.43.53; autres informations 88.29.51.57.

**TOULOUSE** (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :  
36, rue des 36-Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX. - Tél. : indices courants 61-25-42-67; autres informations 61.25.21.36.

## AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

**BASSE-TERRE** (INSEE - Service régional de Guadeloupe) :  
Chemin du Petit-Paris, BP 96, 97102 BASSE-TERRE. - Tél. : 19.590.81.17.86.

**CAYENNE** (INSEE - Service régional de Guyane) :  
81, rue Christophe-Colomb, BP 757, 97305 CAYENNE CEDEX. - Tél. : 19.594.31.12.79 et 31.45.87.

**FORT-DE-FRANCE** (INSEE - Service régional de Martinique) :  
Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, BP 605, 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. - Tél. : 19.596.61.60.88.

**POINTE-A-PITRE** (INSEE - Service interrégional Antilles-Guyane) :  
BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. - Tél. : 19.590.83.42.20.

## ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

**BULLETIN D'ABONNEMENT** à retourner à l'Observatoire économique de votre région.

### VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

Économie et statistique   
Bulletin mensuel de statistique   
Tendances de la conjoncture   
Note de conjoncture de l'INSEE   
Informations rapides   
Annales d'économie et de statistique   
Courier des statistiques   
Bloc-notes de l'OEI   
Bulletin bibliographique

### VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

Série C.   
Série D.   
Série E.   
Série M.   
Série R.   
36 volumes (toutes séries)

### MONTANT A RÉGLER : \_\_\_\_\_ F

Ci-joint en règlement : mandat  chèque bancaire  chèque postal  au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

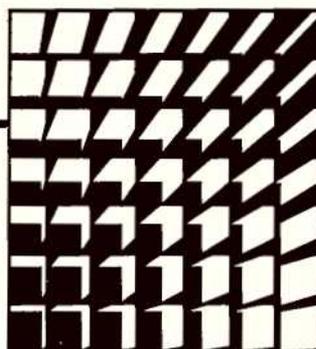
Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_

Profession ou activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues : OUI - NON (rayez la mention inutile). Pour les ventes au numéro, consulter l'Observatoire Économique de votre région.





## LE DISPOSITIF INSEE D'INFORMATION CONJONCTURELLE

### INFORMATIONS RAPIDES

Ces notes, pratiquement quotidiennes (250 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global ; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an : France : 1 110 F ; Étranger : 1 360 F.

### TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :

- **cahier 1** : tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries
- **cahier 2** : en 600 séries mais sur vingt ans, d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.

- Trois suppléments :

- **les chiffres de quinzaine** : les nouveaux chiffres parus dans les quinze derniers jours, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
- **les graphiques du mois** : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.
- **la note de conjoncture** : quatre fois par an, l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (voir ci-dessous pour la seule note).

Tendances de la conjoncture : abonnement 1 an, France 485 F, étranger 590 F.

### NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

(disjointe éventuellement de l'abonnement à TENDANCES).  
Abonnement isolé à la Note de Conjoncture 1 an, France 120 F, étranger 145 F.

**insee**

institut national de la statistique et des études économiques